Séance du 26 JUIN 2023

Date de convocation : 21 Juin 2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-six juin à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la salle annexe de la mairie, sous la présidence de M. BOISSEAU, Maire.

Etaient présents : MM BOISSEAU André, MONSIMIER Nicolas, MOCHER Frédéric, WAGNER Vincent, LAMY Thierry, Mmes EUDES Christiane, LEROI Patricia, DELUSSEAU Pascale, LOUVEAU Chantale, LIVET Edwige et PASTUREL Audrey.

Absente : Mme DESTAINVILLE Allison

Absents excusés : M HIVERT Bruno et REIGNER Philippe

Secrétaire de séance : Mme LIVET Edwige

Pouvoirs

Philippe REIGNER a donné procuration à André BOISSEAU

Bruno HIVERT a donné procuration à Thierry LAMY

Le compte rendu de la dernière réunion est approuvé à l'unanimité

ORDRE DU JOUR

- Projet ombrières
- Vente de la cave
- Installation classée
- Référent déontologue
- Demande de subvention

QUESTIONS DIVERSES

- 1) Lancement de la procédure d'expulsion d'un locataire
- 2) Droit de préemption

PROJET OMBRIERES SUR TERRAIN DE PETANQUE ET PARKING RUE D'ANJOU

Le Maire rappelle le projet présenté lors de la dernière séance du Conseil Municipal

La commune a été sollicitée par la société Mayenne Ombrières pour l'installation et l'exploitation d'ombrières sur les parcelles précisées ci-dessous :

Le site situé sur 3 parcelles cadastrales pourrait accueillir :

- Un boulo-drome photovoltaïque de section 37.68 m x 23.99 m pour une puissance de 194.04 kWc
- Une ombrière simple de parking de section de 34.25 m x 6.86 m, pour une puissance de 50.4 kWc
- Une ombrière simple de Parking de section 31.97 m x 6.86 m, pour une puissance de 47.04 kWc
- Une ombrière simple de parking de section 26.26 m x 6.86 m, pour une puissance de 38.64 kWc

La puissance totale installée serait de 330 kWc sur une surface de 1 538.35 m².

Nom du site	Adresse	Cordonnées GPS	Parcelle cadastrale	Superficie	Puissance
Boulodrome	10 rue d'Anjou, 53290, Saint-Brice	47.857072486265864, -0.4435442954936038	Section AB Parcelle 0115	903.94 m ²	194.04 KWc
Parking	Place des Fleurs, 53290 Saint-Brice	47.85750081660654, -0.4427664548928809	Section AB Parcelle 0264	454.27m ²	97.44KWc
Parking	10 rue d'Anjou, 53290, Saint-Brice	47.857074285958085, -0.44284692116231306	Section AB Parcelle 0114	180.14m ²	38.64 KWc
				1538.35 m ²	330 kWc

Mayenne Ombrières serait le maître d'ouvrage des ombrières photovoltaïques ainsi que son exploitant sur la durée de la Convention d'Occupation Temporaire (COT). Tous les coûts de construction, d'exploitation, de maintenance de cette centrale seraient à la charge de Mayenne Ombrières.

En contrepartie de la mise à disposition des surfaces identifiées sur les sites, Mayenne Ombrières s'engagerait à verser une redevance annuelle sur 30 ans.

En cas d'accord sur cette manifestation d'intérêt spontanée, la Commune de Saint-Brice et Mayenne Ombrières signeraient une COT d'une durée de 30 ans.

Via Energie Partagée, les habitants de la commune pourraient financer une partie de ces installations.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du projet, souhaite avoir de nouvelles précisions de la société avant de s'engager.

VENTE DE L'ANCIENNE CAVE DE LA MAIRIE

Le Maire rappelle la demande d'achat de l'ancienne cave de la mairie par les propriétaires du 13 rue de l'Eglise. Considérant que cette cave n'est plus louée ni utilisée par la mairie depuis de nombreuses années, la vente peut être envisagée. Cette vente nécessitera une division de la parcelle AB 203, un géomètre a fourni un devis de 576 € TTC. Les frais de Notaire pour la vente sont estimés à 300 €. Il reste à la commune à fixer un prix de vente de cette cave qui tombe en ruine.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité

- Fixe le prix de vente de la cave avec le terrain attenant à 100 Euros
- Décide de vendre l'ancienne cave située sur la parcelle AB 203 à M et Mme ALLAIN Michel, domiciliés 13 rue de l'Eglise à SAINT BRICE qui prendront à leur charge tous les frais (bornage, Notaire, démolition de la cave et nouvelle clôture)
- Autorise le Maire ou un Adjoint à signer tous les documents liés à cette vente

INSTALLATION CLASSÉE POUR INSTALLATION EOLIENNES

Le Maire informe l'assemblée de l'ouverture de l'enquête publique complémentaire du 26 juin au 18 juillet 2023 relative au projet d'exploitation d'un parc éolien, en deux secteurs distincts, porté par la société FUTURES ENERGIES MAYENNE OUEST (anciennement ERELIA Mayenne SAS) sur les communes d'AZÉ (Commune nouvelle de CHATEAU-GONTIER-SUR-MAYENNE), GENNES SUR GLAIZE (Commune nouvelle de GENNES-LONGUEFUYE), SAINT DENIS D'ANJOU et BOUERE. Le projet prévoit l'installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, regroupant onze aérogénérateurs dont la hauteur de mât nacelle comprise est supérieure à 50 mètres.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité

- émet un avis favorable au projet d'installation de ces onze éoliennes.
- se pose des questions sur le devenir de ces éoliennes après exploitation

DESIGNATION D'UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

Le Maire informe l'assemblée de l'obligation de nommer un référent déontologue dans toutes les communes chargé d'apporter des conseils aux élus.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants dans leur rédaction à venir au 1er juin 2023,
Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1^{er} dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants avant le 1^{er} juin 2023 ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées par un mandat d'élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

Considérant l'accord de la personne désignée ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

Article 1 : Désignation du référent déontologue

Maître Bernard BOULIOU est nommé en qualité de référent déontologue des élus, *jusqu'à l'expiration du mandat 2020-2026*). Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Modalités de saisine du référent

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue - Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune selon des modalités à déterminer ultérieurement.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

DEMANDE DE SUBVENTION MAINE ATTELAGE

Le Maire lit le courrier de l'association MAINE ATTELAGE qui sollicite une subvention pour organiser sa compétition annuelle. En 2021, la subvention était de 200 €.

Pascale DELUSSEAU, membre de l'association, ne prend pas part au vote.

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité
- décide d'accorder une subvention de 200 € à l'association

QUESTIONS DIVERSES

- 1) **Logement communal (loyers impayés)** : le Maire informe le Conseil municipal qu'un courrier recommandé avec accusé de réception a été remis le 24 mai dernier à Monsieur PESSY Vincent pour le prévenir que la Commune allait entamer la procédure

d'expulsion avec le concours d'un huissier de Château-Gontier s'il ne réglait pas sa dette de loyers.

Sans réponse de la part de M PESSY Vincent,

Le Conseil Municipal, après délibération et à l'unanimité

- charge le Maire d'entreprendre la procédure d'expulsion avec le concours de la société OUEST OFFICES, huissier à CHATEAU-GONTIER.
 - Autorise le Maire ou un adjoint à signer tous documents liés à cette affaire
 - Autorise le Maire à régler les honoraires de conseil et de suivi de la procédure, et à verser une provision de 500 € avant le commencement de la démarche.
- 2) **Droit de préemption Rue du Dauphiné** : le Maire informe l'assemblée de la vente de la propriété sise 1 rue du Dauphiné aux Agêts (parcelles AC 106 et 107). Il précise qu'il a répondu à Maître Sébastien GUEDON, Notaire à Val du Maine (Mayenne) que la commune ne faisait pas valoir son droit de préemption.

Délibéré en mairie, les jour, mois et an dits

Fin de la réunion à 22h

Le Secrétaire de séance

Le Maire